

La pension d'invalidité CNRACL

Matinale RH – décembre 2024



Sommaire

- 01** Rappels statutaires
- 02** La pension d'invalidité CNRACL
- 03** Le taux global d'invalidité (TGI)
- 04** Le calcul de la pension d'invalidité

- 05** Les accessoires de la pension d'invalidité
- 06** La constitution du dossier et la plateforme pep's
- 07** Le stagiaire invalide



Partie 1

Rappels statutaires

Rappels statutaires

> Le rôle central de l'employeur

Tout acte de gestion est effectué par l'**employeur** qui est le seul à pouvoir prendre les décisions impactant la carrière de son agent

✓ Afin de prendre les décisions les plus adaptées, il peut (ou doit selon les cas)

- Missionner un médecin agréé
- Saisir le conseil médical qui se substitue depuis le 11 mars 2022 :
 - ⇒ au comité médical lorsqu'il est en formation restreinte
 - ⇒ à la commission de réforme lorsqu'il est en formation plénière
- Instruire le dossier de pension d'invalidité



Rappels statutaires

> Les congés pour raison de santé statutaires du fonctionnaire

	CMO (Congé maladie ordinaire)	CLM (Congé longue maladie)	CLD (Congé longue durée)	CITIS (congé pour invalidité temporaire imputable au service)
Conditions	Maladie constatée médicalement	Affections nécessitant un traitement et des soins prolongés	Limitée à 5 affections : tuberculose, maladie mentale, cancer, déficit immunitaire, poliomyélite	Incapacité temporaire de travail consécutive à accident de service ou trajet, ou maladie contractée en service
Durée	12 mois consécutifs maximum	3 ans (renouvelable si reprise activité d'un an)	5 ans (non renouvelable pour la même affection)	Illimitée (jusqu'à la reprise du service ou la mise à la retraite)
Rémunération	3 mois plein traitement 9 mois demi traitement	1 an plein traitement 2 ans demi traitement	3 ans plein traitement 2 ans demi traitement	Plein traitement
Prise en compte dans la pension	Valable en totalité pour la retraite : liquidation et durée d'assurance			

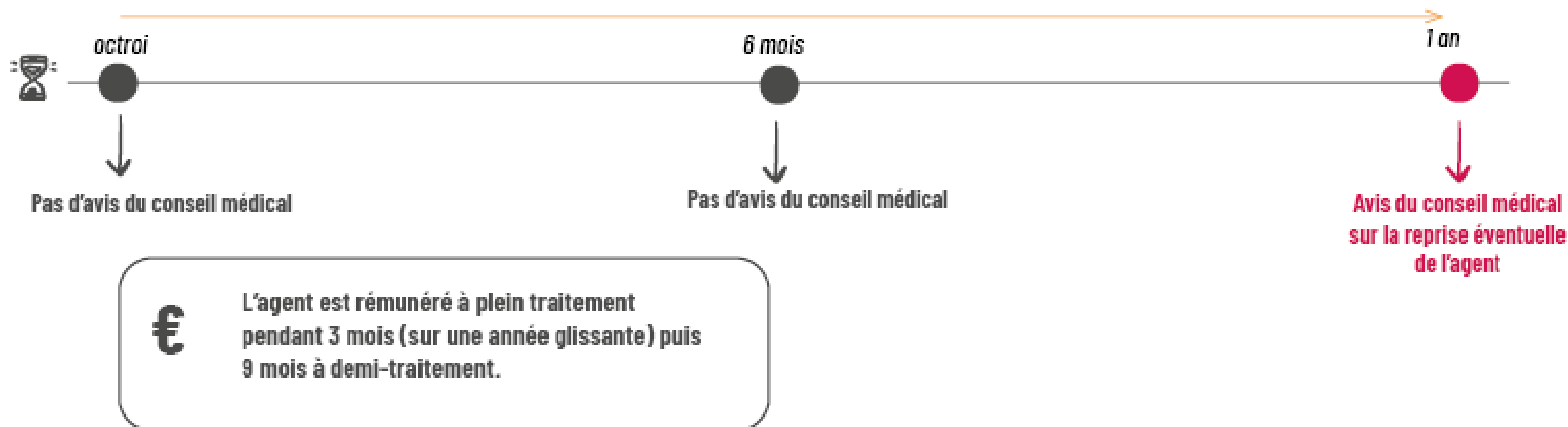
Congé maladie ordinaire

L'agent fonctionnaire ou contractuel est placé en congé de maladie ordinaire lorsque la maladie le met dans l'impossibilité d'exercer les fonctions. Il doit transmettre un arrêt de travail dans les 48 heures suivant son établissement.

NOUVEAUTÉ

Une expertise doit être organisée par la collectivité.

- Reprise à la demande de l'agent possible à tout moment à la fin de chaque période d'arrêt sans avis du conseil médical.



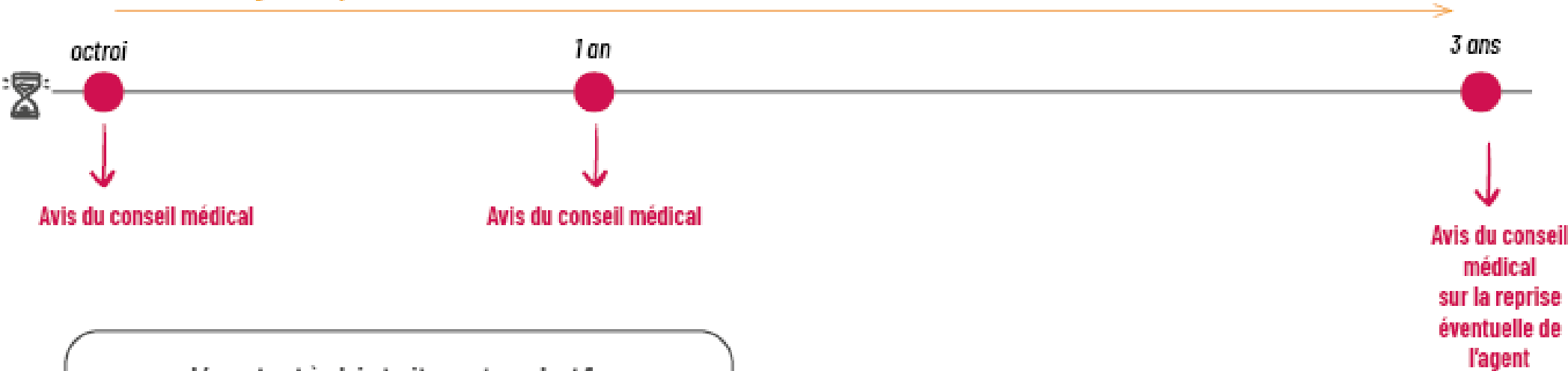
Congé de longue maladie (CLM) ou congé de grave maladie (CGM)

L'agent fonctionnaire (+ de 28 heures hebdomadaires) souffre d'une maladie qui ne lui permet pas d'exercer ses fonctions et nécessite un traitement et des soins prolongés et présente un caractère invalidant et de gravité confirmée. Il est placé en congé de longue maladie (CLM) pendant 3 ans maximum. On parle de congé de grave maladie (CGM) pour un agent contractuel (ou fonctionnaire effectuant moins de 28 heures hebdomadaires).

NOUVEAUTÉ

Entre les avis du conseil médical, une expertise doit être organisée par la collectivité tous les ans.

- Renouvellement par période de 3 à 6 mois .
- Reprise à la demande de l'agent possible à tout moment sur présentation d'un certificat médical sans avis du conseil médical.



L'agent est à plein traitement pendant 1 an puis 2 ans à demi-traitement.

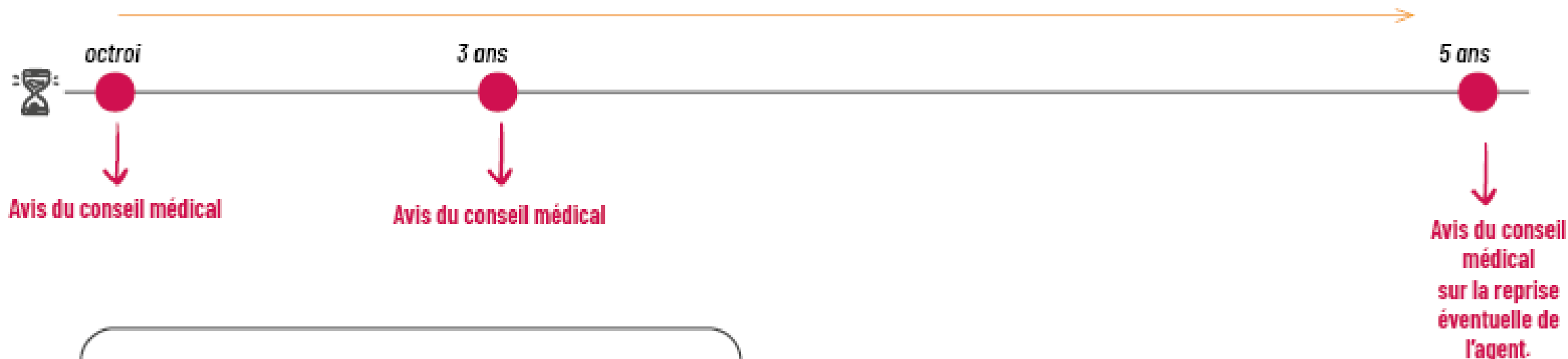
Congé de longue durée (CLD)

L'agent fonctionnaire (+ de 28 heures hebdomadaires) est atteint de l'une des pathologies suivantes : cancer, déficit immunitaire (insuffisance des moyens de défense de l'organisme à le protéger contre les bactéries), virus ou parasites grave et acquis, maladie mentale, tuberculose ou poliomyélite.

NOUVEAUTÉ

Entre les avis du conseil médical, une expertise doit être organisée par la collectivité tous les ans.

- Renouvellement par période de 3 à 6 mois
- Reprise à la demande de l'agent possible à tout moment sur présentation d'un certificat médical sans avis du conseil médical.



L'agent est à plein traitement pendant 3 ans puis 2 ans à demi-traitement.

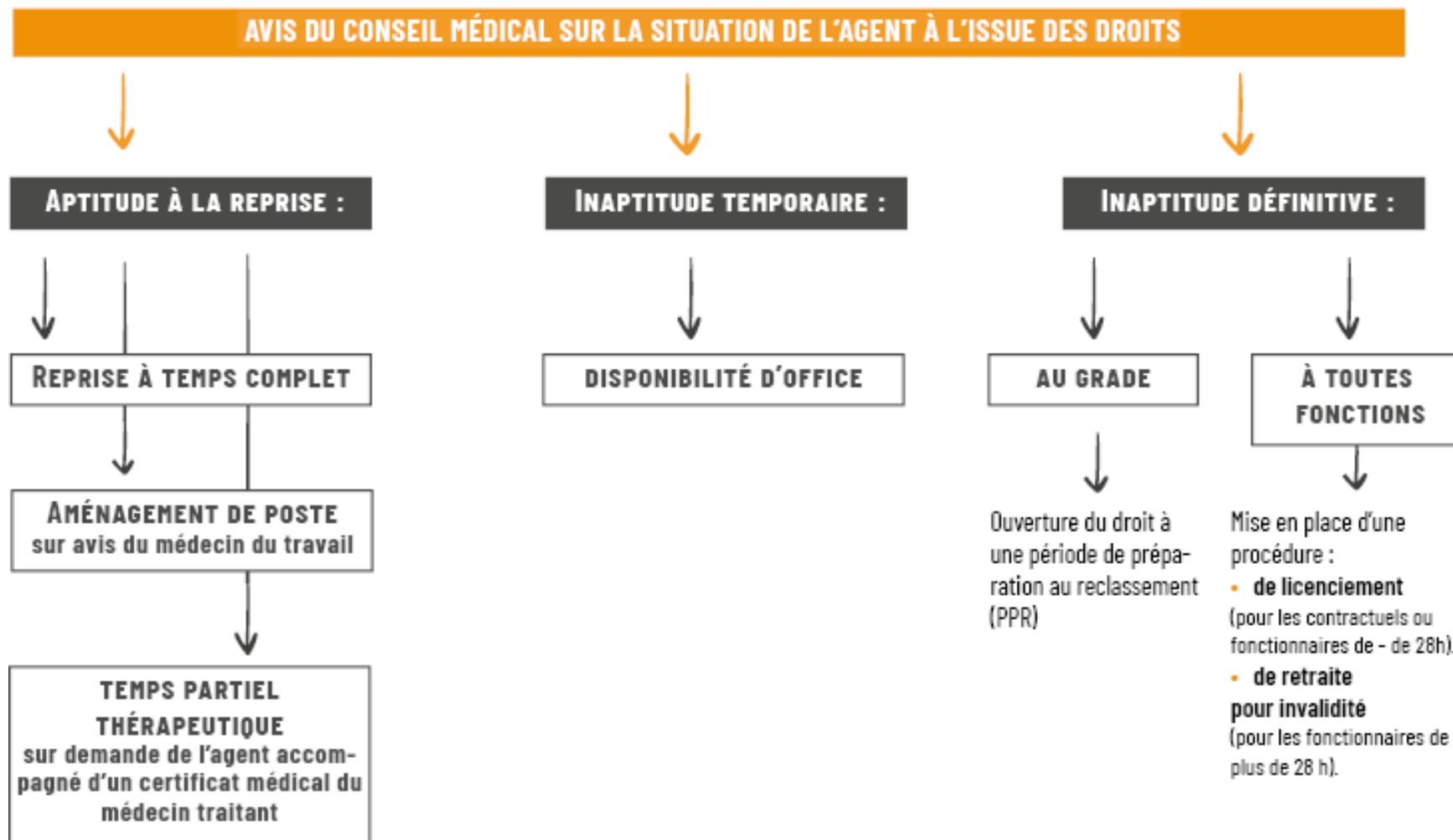
Rappels statutaires

> La disponibilité d'office pour maladie

	Disponibilité d'office en cas d'inaptitude TEMPORAIRE	Disponibilité d'office en cas d'inaptitude DEFINITIVE
Conditions	À expiration des droits à congé pour raison de santé	À expiration des droits à congé pour raison de santé
Durée	1 an renouvelable 2 fois (3 ans) avec possibilité d'un an supplémentaire	en attente de la mise à la retraite pour invalidité
Rémunération	<ul style="list-style-type: none">• Indemnités journalières (3 ans max à compter du 1^{er} jour d'arrêt de travail) Et à épuisement des IJ :• Allocation d'invalidité temporaire (jusqu'à réintégration, mise à la retraite invalidité ou atteinte de l'âge légal)	Demi traitement avec cotisations obligatoires Références : <ul style="list-style-type: none">➤ FPT : Article 2 du décret n°2008-1191 du 17/11/08➤ FPH : Article 3 du décret n°2006-1466 du 27/11/06
Prise en compte dans la pension	Non valable pour la retraite	

Fin des droits

En fin de droits à congés de maladie, le conseil médical demeure compétent sur l'éventuelle réintégration de cet agent. Voici les différents cas de figure qui peuvent se présenter.





Partie 2

La pension d'invalidité CNRACL

La pension d'invalidité CNRACL

> Particularités

La CNRACL couvre les risques d'inaptitude définitive à l'exercice des fonctions du fonctionnaire, en attribuant une pension d'invalidité.

- ✓ Cette pension est accordée à titre définitif et ne peut être révisée
- ✓ Elle est attribuée sans condition d'âge, de durée de services et de taux minimum d'invalidité
- ✓ Elle peut être accompagnée d'accessoires :
 - la rente d'invalidité
 - la majoration pour assistance d'une tierce personne



La pension d'invalidité CNRACL

> Les conditions d'attribution

- ✓ Avoir été **titularisé**
- ✓ Avoir bénéficié de **congés pour raison de santé** statutaires
- ✓ Avoir contracté une infirmité ou l'avoir aggravée **durant une période valable** pour la retraite CNRACL
- ✓ Être inapte de manière absolue et définitive à l'exercice de **ses fonctions** ou de toutes fonctions
- ✓ **Ne pas avoir pu être reclassé** si inapte uniquement à ses fonctions
- ✓ Avoir été reconnu **inapte avant la RDC** (radiation des cadres) **et avant la limite d'âge**



La pension d'invalidité CNRACL

> Le reclassement

- ✓ Le droit au reclassement est considéré comme un principe général du droit
- ✓ Toute mesure tendant au reclassement de l'agent doit être recherchée par l'employeur
- ✓ L'attestation de reclassement doit être fournie, le cas échéant, lors de la constitution du dossier destiné à la CNRACL
- ✓ Si l'agent refuse un ou plusieurs postes pour un motif non lié à son état de santé, le fonctionnaire pourrait avoir un rejet de pension



La pension d'invalidité CNRACL

> La procédure de retraite pour invalidité sera, soit :

✓ **D'office** à l'initiative de l'employeur :

- à la limite d'âge (LA)
- ou après épuisement des congés statutaires
 - 1 an de CMO ou de CITIS
 - 3 ans de CLM
 - 5 ans de CLD

✓ **Sur demande** de l'agent :

- À tout moment.

Par une décision en date du 30 mars 2023, n° 460907, le Conseil d'Etat qui a été amené à se prononcer sur plusieurs conditions d'octroi de l'allocation chômage, a jugé qu'un agent territorial, qui a sollicité son admission à la retraite anticipée pour invalidité, ne peut pas être regardé comme ayant été involontairement privé d'emploi et ne peut donc pas prétendre à l'allocation chômage.



La pension d'invalidité CNRACL

> La date d'effet de la radiation des cadres :

- ✓ La procédure doit être engagée au plus tôt avant la date prévisionnelle de départ à la retraite (6 mois minimum)
- ✓ Anticiper au maximum la date de fin des congés pour raison de santé statutaires de votre agent ou l'atteinte de la limite d'âge
- ✓ La date de RDC est fixée **au plus tôt à la date d'émission de l'avis favorable de la CNRACL**

Exceptions : RDC pour limite d'âge (LA) = **jour anniversaire de la limite d'âge**

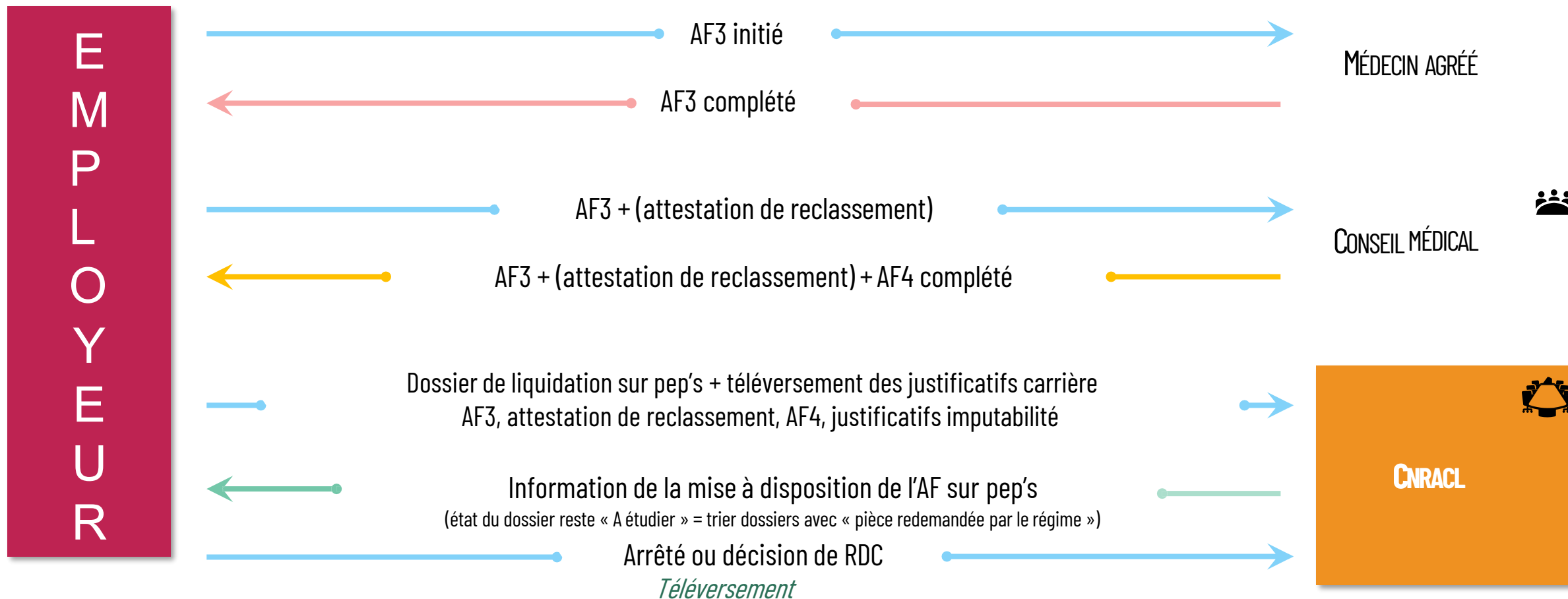


La pension d'invalidité CNRACL



AF3 : rapport médical
AF4 : PV du Conseil médical
AF : avis favorable

> L'employeur au cœur de la procédure



La pension d'invalidité CNRACL

> Le rapport médical (AF3)

Remplir précisément les 3 dates demandées

Si l'agent peut relever d'un reclassement, le dossier doit comprendre une attestation d'impossibilité de reclassement



AF3 - Examen de :
(Nom et prénom du fonctionnaire)

Date :

PARTIE À REMPLIR PAR LE MÉDECIN

Je soussigné, Docteur

praticien ou expert, certifie avoir examiné le

☐ Madame ☐ Monsieur

F

PARTIE À REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR

1 Date d'affiliation à la CNRACL

2 Date du dernier jour valable pour la retraite

3 Date de radiation des cadres

G

RAPPORT MÉDICAL

Joindre obligatoirement un rapport médical **dactylographié**, établissant le lien entre les infirmités énumérées et l'impossibilité pour l'agent d'effectuer les tâches qui lui incombent (cf. cadre B, page 1).

Les libellés et les taux doivent être déterminés conformément au barème annexé au code des pensions civiles et militaires de retraite.

Libellé des infirmités présentées par l'agent dans leur ordre d'apparition (même si elles sont déjà rémunérées)	Date d'apparition	Non imputable au service		Imputable au service		Infirmité contractée ou aggravée en période valable
		Taux préexistant à l'affiliation	Taux au dernier jour valable	Taux à la veille accident ou MP	Taux à la radiation des cadres	
1						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
4						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
5						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
6						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
7						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
8						<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

H

CONCLUSIONS MÉDICALES

Le fonctionnaire est-il **APTE** à exercer ses fonctions ? ☐ Oui ☐ Non

Si **NON**, est-il apte à exercer des fonctions sous réserve :

- d'un aménagement de poste / fonctions ou de ses conditions de travail ? ☐ Oui ☐ Non
- d'une mesure de reclassement ? ☐ Oui ☐ Non

L'incapacité du fonctionnaire à ses fonctions est-elle définitive ? ☐ Oui ☐ Non

Le fonctionnaire est-il inapte à exercer toutes fonctions ? ☐ Oui ☐ Non

I

TIERCE PERSONNE

L'état de santé de l'agent nécessite-t-il l'assistance d'une tierce personne ? ☐ Oui ☐ Non

Si **OUI**, joindre le questionnaire TP - www.cnrcl.retraites.fr/employeur/invalidite

J

Page 2

19/45

cdg 63
Centre de Gestion
de la Fonction Publique
Territoriale du Puy-de-Dôme

La pension d'invalidité CNRACL

> Le rapport médical (AF3)

Les informations relatives à l'ATI doivent être remplies par l'employeur, Ainsi que les autres renseignements médicaux



AF3 - Examen de : _____ Date : _____
(Nom et prénom du fonctionnaire)

ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITÉ (ATI)
Partie à remplir s'il existe des séquelles d'accident de service ou de maladie professionnelle rémunérées par une allocation temporaire d'invalidité

L'agent bénéficie-t-il d'une allocation temporaire d'invalidité rémunérée ? ☐ Oui ☐ Non
Si "oui", précisez le n° ATI : _____

PARTIE À REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR

Libellé des infirmités	Date de l'accident ou de la maladie professionnelle	Taux rémunéré
	____	____ %
	____	____ %
	____	____ %
	____	____ %
	____	____ %

PARTIE À REMPLIR PAR LE MÉDECIN

Taux d'invalidité à la radiation des cadres
____ %
____ %
____ %
____ %
____ %

À remplir uniquement si aggravation d'une ou plusieurs des infirmités ci-dessus :
Précisez si l'aggravation est due à un fait étranger à l'accident de service / maladie professionnelle ☐ Oui ☐ Non
Précisez si l'aggravation contribue à l'incapacité ☐ Oui ☐ Non

VOTRE POSITION DEVRA ÊTRE ARGUMENTÉE DANS LE RAPPORT MÉDICAL

AUTRES RENSEIGNEMENTS MÉDICAUX - PARTIE À REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR
D'autres infirmités sont-elles rémunérées par d'autres régimes de sécurité sociale ? ☐ Oui ☐ Non
Si oui :

Libellé des infirmités (joindre fiche descriptive des affections)	Régime	Taux	Date de constatation
1		____ %	____
2		____ %	____
3		____ %	____
4		____ %	____

RAPPEL :
Les zones sont à remplir par l'employeur,
Les zones sont à remplir par le médecin.



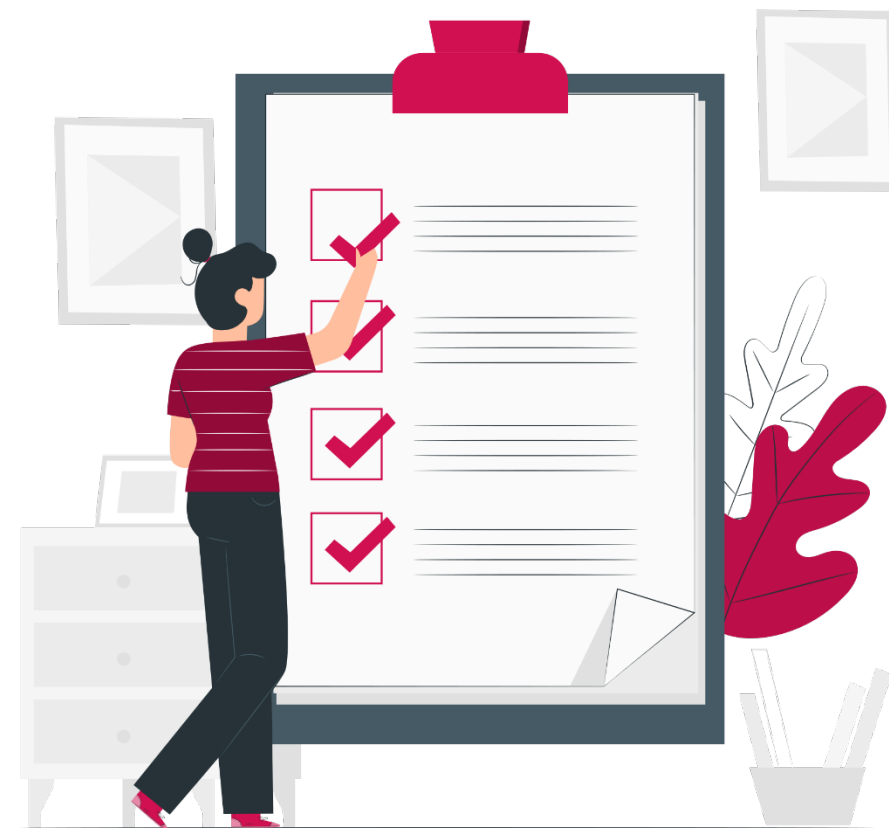
Partie 3

Le taux global d'invalidité (TGI)

Le taux global d'invalidité

> Généralités

- ✓ Ne sont retenues que les infirmités contractées ou aggravées pendant une période valable pour la retraite au titre de la CNRACL, et non déjà rémunérées par un autre régime.
- ✓ L'expert attribue le taux de chaque infirmité par référence au [barème](#) des pensions civiles et militaires (accessible sur le site de la CNRACL)
- ✓ La CNRACL détermine le taux global d'invalidité (TGI) dont le calcul diffère selon que l'agent est atteint d'une ou plusieurs infirmités, avec ou sans lien d'aggravation entre elles.



Le taux global d'invalidité

> Détermination du taux : 2 modes de calcul

Arrêt **Mérotte**
(CE n°299663)

Règle de l'addition arithmétique des taux

- Les taux d'invalidité de chaque infirmité doivent être simplement ajoutés pour leur valeur propre

Règle dite de
Balthazard

Règle de la validité restante

- Chaque taux est multiplié par le pourcentage de validité restante après soustraction des infirmités déjà retenues

Jurisprudence

> Exceptions à l'application de l'arrêt Mérotte

Décision du Conseil d'Etat du 2 décembre 2009 n° 299663 (Mérotte) :

- La règle de la **validité restante** doit être circonscrite aux seuls cas d'aggravation d'infirmités préexistantes.

Le rapport d'aggravation entre les infirmités doit résulter d'une relation médicale ou d'un lien fonctionnel entre elles.

L'arrêt du Conseil d'Etat n° 339952 du 1er juin 2011 *précise* :

- Les infirmités liées à une même cause, dites simultanées, résultant « d'un même évènement intéressant des organes ou membres différents et de fonctions distinctes » doivent se voir appliquer la règle de la **validité restante**.

⇒ Dans tous les autres cas, application de la règle de l'addition arithmétique des taux.

Le taux global d'invalidité

> Calcul par l'exemple

1 infirmité distincte,
sans lien avec les 2 autres

2 infirmités simultanées
et liées à un même évènement

Infirmités	Date d'apparition	Taux	1 ^{ère} étape : Balthazard	2 ^{ème} étape : Mérotte
Raideur du genou	05/04/1996	10%	-	10%
Névrose	10/10/2014	40%	40%	58%
Hémiplégie gauche	10/10/2014	30%	$30\% \times (100\% - 40\%)$	
		TGI		68%

NB : Lorsque l'application de la règle de l'addition arithmétique conduit à un taux global d'invalidité supérieur à 100%, il convient de le plafonner à 99% (le taux de 100% étant limitativement retenu dans les cas de décès du fonctionnaire en activité).



Partie 4

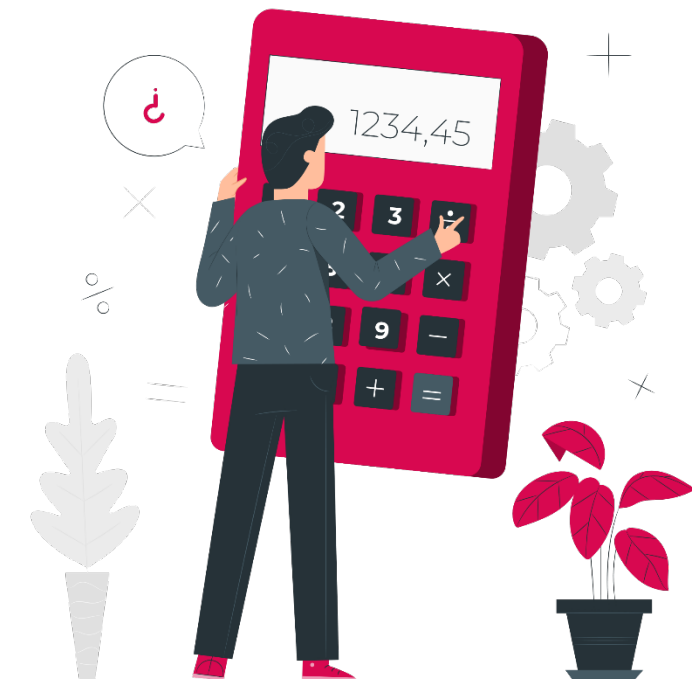
Le calcul de la pension d'invalidité

Le calcul de la pension d'invalidité

> Formule et spécificités

$$\text{Taux de la pension} = 75\% \times \frac{\text{Trimestres liquidables}}{\text{Trimestres DA (Taux plein)}}$$

- Appliqué à l'indice détenu pendant 6 mois, sauf en cas d'invalidité imputable
- Si le taux d'invalidité $\geq 60\%$, la pension ne peut être $< 50\%$ du dernier traitement d'activité
- Droit au minimum garanti
- Pas de décote



Le calcul de la pension d'invalidité

> Exemple de calcul

TIB : 2000 € / mois
60 T d'activité
168 T de durée d'assurance requis en 2021

Taux
d'invalidité <
60%

Pension
26,78% du TIB
(535€)

Minimum garanti
690€



Taux
d'invalidité ≥
60%

Pension
élevée à 50% du
TIB

Pension
personnelle
1000€



Partie 5

Les accessoires de la pension d'invalidité

Les accessoires de la pension d'invalidité

> La rente d'invalidité

L'agent peut prétendre à une rente d'invalidité dans 3 situations :

- ✓ Si l'inaptitude définitive est due à un accident de service, un accident de trajet ou une maladie survenue dans l'exercice des fonctions ou à l'occasion de l'exercice des fonctions
- ✓ Si l'imputabilité d'une maladie professionnelle est reconnue par le conseil médical en formation plénière
- ✓ S'il perçoit une allocation temporaire d'invalidité (ATI), et que la ou les infirmités qu'elle indemnise se sont aggravées et contribuent à l'inaptitude définitive à l'exercice des fonctions, cette ATI sera transformée en rente d'invalidité.



Les accessoires de la pension d'invalidité

> La rente d'invalidité : calcul et caractéristiques

- ✓ le **taux** de la rente d'invalidité est déterminé en fonction des seules infirmités imputables au service ayant un lien direct et certain avec l'accident de service ou la maladie professionnelle



- ✓ **Caractéristiques**
 - non imposable
 - Écrêtement sous conditions
 - réversible
 - définitive

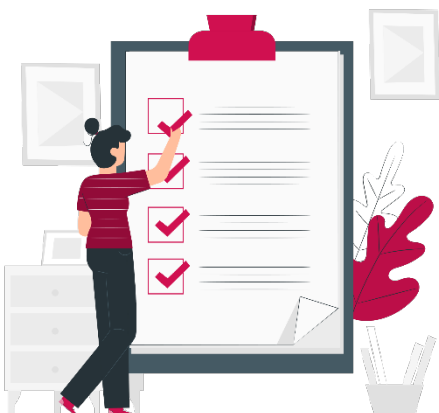
- ✓ la condition des 6 mois n'est pas exigée dans ce cas

Les accessoires de la pension d'invalidité

> La majoration tierce personne

1342,26 € / mois (depuis le 01/04/2024)

C'est une aide financière allouée par la CNRACL au bénéficiaire de la pension d'invalidité lorsqu'il se trouve dans **l'incapacité d'accomplir les actes ordinaires de la vie courante** : se lever, se nourrir et se laver...



La demande est faite par l'agent au moment de la demande de pension pour invalidité ou à tout moment, après la radiation des cadres

Expertise par un médecin agréé + conseil médical

Accordée pour une période de 5 ans (définitive si favorable lors de la révision)

La majoration pour tierce personne est une prestation personnelle, donc non réversible.

Plafonnement de la pension d'invalidité

Pension invalidité	Rente invalidité	Majoration handicap	Majoration enfant	Tierce personne	Plafond (en fonction du traitement)	Références Décret 2003-1306 du 26 décembre 2003
X					75%	Article 16-I
X		X			75%	Articles 16-I et 24 bis
X	X				100%	Articles 16-I, 34-I et 37-I
X	X	X			100%	Articles 16-I, 24 bis et 34-I
X				X	≥100%	Articles 16-I et 34-I
X			X		100%	Articles 16-I, 24-V et 34-I
X			X	X	≥100%	Articles 16-I, 24-V et 34-I
X	X	X	X	X	≥100%	Articles 16-I, 24-V, 24 bis, 34-I et 37-I



Partie 6

La constitution du dossier et la
plateforme pep's

La constitution du dossier et la plateforme pep's

> Les pièces justificatives

✓ Les pièces justificatives de base

- Rapport d'expertise médicale (modèle AF3)
- Procès-verbal du Conseil médical en formation plénière (modèle AF4) avec avis motivé
- Attestation de reclassement (sauf inaptitude à toutes fonctions)
- Fiche de poste
- Arrêtés plaçant l'agent en congé maladie
- Dossier de retraite dématérialisé accompagné des pièces justificatives pour la partie carrière (téléversement)

✓ En cas d'accident de service

- Certificat médical initial
- Rapport hiérarchique (date, horaire et circonstance de l'accident)
- PV du Conseil médical reconnaissant l'imputabilité ou décision/arrêté de reconnaissance imputabilité



La constitution du dossier et la plateforme pep's

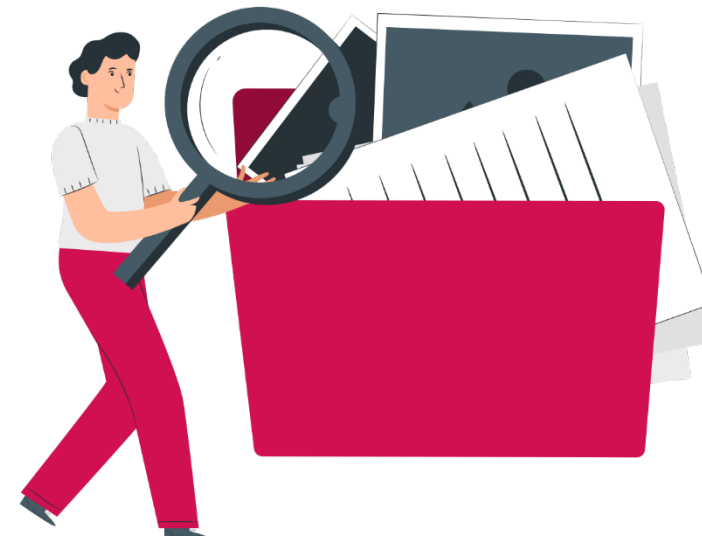
> Les pièces justificatives

✓ En cas d'accident de trajet

- Certificat médical initial
- Rapport hiérarchique (date, horaire et circonstance de l'accident)
- PV du Conseil médical reconnaissant l'imputabilité ou décision/arrêté de reconnaissance imputabilité
- Plan du trajet avec le lieu de domicile, le lieu de travail, le lieu de l'accident
- PV de police ou gendarmerie (s'il a été établi)

✓ En cas de maladie professionnelle

- Certificat médical initial
- Rapport hiérarchique faisant apparaître notamment les risques encourus dans l'exercice des fonctions et la période d'exposition à ces risques
- Rapport du médecin du travail/prévention faisant le lien entre les fonctions exercées et l'infirmité présentée
- PV du Conseil médical reconnaissant l'imputabilité ou décision/arrêté de reconnaissance imputabilité





Partie 7

Le stagiaire invalide

Le stagiaire invalide

> Définition

- ✓ Les agents stagiaires invalides sont les agents des collectivités territoriales et hospitalières affiliés à la CNRACL, qui ne peuvent être titularisés, soit du fait d'une maladie ou d'un accident non imputable au service, soit du fait d'un accident de travail ou de trajet imputable au service, soit du fait d'une maladie professionnelle.
- ✓ Ils cotisent à la CNRACL mais ne relèvent pas de la CNRACL : un dossier de rétablissement au régime général (RTB) doit être instruit.
- ✓ Application de la réglementation régime général (décret n°77-812 du 13 juillet 1977)



Merci pour votre attention

📍 7 rue Condorcet CS 70007
63 063 Clermont-Ferrand Cedex 1
☎ 04 73 28 59 80
✉ retraites@cdg63.fr
🌐 cdg63.fr

*Ouverture au public
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h
et de 13h30 à 16h30.*

Ensemble, soutenons les métiers
Publics territoriaux !

